Bretagne. Ehpad : des soignants en détresse

ANNE-CÉCILE JUILLET

Publié le 29 janvier 2018 à 08h31

Au 31 décembre 2016, près de 728.000 personnes âgées étaient prises en charge dans un des 6.900 Ehpad publics, privés non lucratifs et privés commerciaux, selon la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

Ce mardi, à l'appel de tous leurs syndicats, les personnels des Ehpad (*) seront invités à participer à une journée nationale de mobilisation. À bout, en sous-effectifs, devenus «maltraitants» malgré eux, ils réclament plus de moyens humains pour accomplir leur mission. Nous avons donné la parole à plusieurs d'entre eux, pour la plupart professionnels bretons.

Un manque de temps...

« Vite, il faut aller vite. Sauf qu'un vieux (oui je dis vieux mais ce n'est pas péjoratif), c'est tout, sauf vite. Ben nous, on le fait voler. Quand c'est dépendant, ça vole plus vite que quand ça marche encore. Vous êtes choqués ? Nous aussi. Mais on n'a pas le temps. »

« Nous avions cinq à dix minutes par personne pour les accompagner dans leur toilette, ranger et faire le lit. » « Courir dans les couloirs sans arrêt, distribuer le petit-déjeuner à grande vitesse... »

« Ils mangent en des temps records, à la limite du gavage car pas le temps pour accompagner un repas correctement. »

... qui entraîne un manque d'hygiène

« Le ménage dans les chambres est fait toutes les trois semaines. Les toilettes se font à l'ancienne, au gant de toilette : on commence par le visage, puis, vers le bas du corps, on retourne le gant, et le lendemain on utilise le même gant. »

« La toilette n'est pas faite sur les jambes et les pieds car pas le temps, chez nous, ils ont une douche toutes les deux semaines. »

« On leur donne une douche par mois, voire moins ! »

« Souvent, je dois choisir entre laver les dents ou les jambes, les deux, c'est compliqué car je n'ai pas le temps. »

« Si la personne veut retourner aux toilettes, elle attendra, on lui met une couche, parfois elle la garde sale toute la journée. »

Des sous-effectifs constants

« Deux aides-soignantes pour 15 personnes très dépendantes. »

« On est tout le temps en sous-effectif, les arrêts ne sont pas remplacés, on a une infirmière pour 80 résidents, et, la nuit, une pour 188. »

« Nous ne sommes que trois pour vingt résidents qui sont très dépendants. »

« Le dimanche, c'était tout simplement horrible. Effectif au minimum, charge de travail énorme, et on doit être disponible pour les familles en visite... »

Maltraitance contrainte

« Ce n'est pas faute d'alerter sur leur sentiment de maltraiter, de déshumaniser de plus en plus nos actes et nos soins, jusqu'à devoir traiter les résidents comme des "sacs à patates" : ce n'est plus des couchers, mais des "jeters de lit" (douche, brossage de dents et relationnel sont, depuis de longs mois, des idéaux). »
« Je suis malheureusement moi aussi maltraitante. »
« Les résidents n'ont pas leur mot à dire et subissent. »

Le business contre le soin

« Les directions parlent budget, alors que le personnel parle humain. »
« La seule boussole, c'est l'argent et l'économie de bouts de ficelle. »
« C'est de l'usine à vieux, du vivant malade, fragile, ralenti. »
« Tout est fait pour faire du chiffre, on fait même des économies sur la nourriture. »

Culpabilité et burn-out

« On rentre chez soi avec la culpabilité de ne pas avoir accompli son travail, de ne même plus trouver quel est le sens de ce travail. »
« J'ai honte, oui, honte de ne pas avoir le temps de mettre une résidente aux toilettes, de ne pas avoir de matériel pour travailler, de laisser des résidents Alzheimer déambuler pendant des heures sans pouvoir les surveiller. »
« Des fois, j'en viens à me détester. »
« La fatigue physique et psychologique s'accumule, les arrêts maladie aussi. »

Des familles compréhensives, mais pas dupes

« Il y a quelques semaines, j'ai trouvé ma mère au lit sans chemise de nuit, et cela ne semblait choquer personne ».
« Je sentais qu'ils faisaient le maximum, mais que rien n'était simple. Un jour, ma mère a eu un accident. Je me demande si cet accident n'a pas pour origine un manque de personnel, un manque de moyens, des cadences infernales. J'ai le sentiment qu'une certaine opacité a entouré cet accident. Ma mère est morte quinze jours après. »

Un métier aimé, pourtant

« J'adorais mon travail, mais maintenant j'y vais à reculons. Mais voir le sourire d'une dame ou d'un monsieur me fait ma journée, c'est tellement beau, une caresse sur la main en me disant merci, je me souviens pourquoi je fais ce métier si magnifique à l'origine. »
« J'aime les vieux. Je veux qu'ils soient encore heureux. Donnez-nous les moyens de le faire. »

* Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

Retrouvez **plus d'articles**

Vieillesse Dépendance Ehpad Personnes âgées Soignants Malaise

EN **COMPLÉMENT**

+ Donner la parole

Comme une longue litanie, ponctuée de douleur, de colère, de honte aussi parfois. Le sentiment de se sentir « coincé » entre un métier aimé et des conditions devenues, trop souvent, indignes pour l'exercer. Et au bout de la chaîne, des personnes âgées, parfois grabataires, des « résidents », réduits à des « numéros de chambre », livrés à un emploi du temps pernicieux et soumis à la loi du marché plus qu'à celle de l'humanité. Via notre site internet, nous

avons lancé un appel à témoignages auprès des personnels soignants d'Ehpad, ou des familles de résidents. Nous en avons recueilli plusieurs dizaines, et en avons retenu seize, parce qu'ils étaient signés nominativement. Nous avons échangé avec certains d'entre eux. Ils viennent du pays de Morlaix, de Quimper, du pays Glazik ou du pays bigouden, du centre-Bretagne, de la région de Dinan ou de la banlieue brestoise, du pays d'Iroise et même, pour trois d'entre eux, d'au-delà de la Bretagne (région parisienne, bassin d'Arcachon et Aude). Comme la plupart sont encore en activité en tant qu'aides-soignants, aides médico-psychologiques ou cadres (deux ont changé de métier), nous avons choisi de préserver leur anonymat.

+ Les directeurs soutiennent les salariés

Les directeurs d'Ehpad soutiennent la grève de demain et le mouvement revendicatif lancé par les salariés. Michel Mogan, président de la Fnadepa 29 (*), en explique les raisons.

Pourquoi ce soutien ?
Nous ne sommes pas un syndicat et nous n'appelons donc pas à la grève. Néanmoins, nous comprenons parfaitement ce mouvement revendicatif, d'autant plus que nous nous battons depuis longtemps avec nos instances nationales pour les mêmes raisons et les mêmes objectifs. C'est-à-dire obtenir des moyens permettant d'assumer notre mission face à un nouveau type de résidents. Nous assistons en effet, du fait du développement du maintien à domicile - qui est une très bonne chose - à l'arrivée, dans nos établissements, d'une population plus âgée qu'il y a quinze ans, plus touchée par des problèmes de dépendance mais aussi par des troubles d'ordre psychiatrique. Les personnels sont désemparés face à des situations ou des comportements auxquels ils ne sont pas préparés.

Que demandez-vous ?
Des moyens humains. Le ratio d'encadrement de 0,6 (0,6 personnel pour un résident) devient notoirement insuffisant. Il y a des Ehpad qui n'ont plus de médecin coordonnateur. Cela devient compliqué de mener à bien une politique d'accompagnement et de soins à des personnes qui souffrent de pathologies complexes. Nous souffrons également d'un problème de recrutement d'aides-soignantes. Sur ce point, nous demandons de requalifier leur mission en Ehpad. Nous avons besoin de personnes qualifiées pour faire face aux exigences accrues de prise en charge.

50 millions d'euros de « bonus » annoncés par l'État : une bonne nouvelle ?
Les 50 millions d'euros qui seraient affectés aux Ehpad, selon la ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn, cela peut paraître énorme mais, ramené aux 600.000 personnes accueillies dans nos établissements et accompagnées par des services de maintien à domicile, c'est insignifiant. Cela correspond à 80 euros par an, par résident, ou encore à trois heures d'accompagnement par an par résident ! Nous ne voulons pas d'effets d'annonce mais des moyens pérennes et une politique stable pour bâtir des choses sur le long terme. Il y avait déjà eu une alerte, l'été dernier, d'où est né le rapport de la députée LREM Monique Iborra. Le gouvernement - qui ne compte pas de secrétariat d'État aux Personnes âgées - peut commencer à s'appuyer sur les préconisations pour faire avancer les choses de façon concrète. Mais, en tout état de cause, nous sommes à un tournant…
* Fédération nationale des associations de directeurs d'établissements et services pour personnes âgées, du Finistère.

Billet Avion Soldes
Profitez Des Meilleures Offres De Fin D Année
AFFICHER PLUS